

Nucléaire iranien

Recherches et mise en page par



Région Bretagne

Le Délégué Départemental Morbihan
Lt-colonel (H) HABRIAL Gilbert
E-mail : gilbert.habrial@wanadoo.fr



44, rue Alain Gerbault – 56260 – LARMOR-PLAGE Fixe: 02 97 842 181 – Mobil: 06 86 161 816

Je ne juge pas... je livre, sommairement triés, les media tels qu'ils sont... à chacun de faire son opinion.

*_**

Nucléaire iranien: Washington et Jérusalem en conflit ouvert

Slate.fr, Publié le 20/02/2012, Mis à jour le 20/02/2012 à 6h47

Obama veut croire aux sanctions et à la diplomatie tandis que pour Netanyahu le président américain ne comprend rien au Moyen-Orient et met l'existence même d'Israël en danger.



- Des F-15 israéliens et un avion ravitailleur Baz Ratner / Reuters –

Les Américains et les Israéliens font le même diagnostic depuis longtemps sur le problème du programme d'armement nucléaire iranien, il est dangereux et il faut l'arrêter, mais ils divergent de plus en plus sur les moyens à utiliser pour le stopper. Israël est convaincu que les sanctions occidentales ne donneront aucun résultat et s'étonne que Mahmoud Ahmadinejad puisse narguer les occidentaux [en s'affichant à la télévision](#), le 15 février, en train de charger les barres de combustible de son réacteur nucléaire.

Le Président iranien répondait ainsi au premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui s'était exprimé à la Knesset en déclarant que : «si l'agression de l'Iran n'est pas stoppé, elle finira par se propager à d'autres pays». Au même moment, le porte-avions américain USS Abraham Lincoln et son escorte venait de traverser le le détroit d'Ormuz. Téhéran avait affirmé qu'il empêcherait les navires de guerre américains de traverser le détroit et s'est contenté de faire naviguer non loin de la flotille américaine ses navires de guerre et tourner ses hélicoptères.

Mahmoud Ahmadinejad a annoncé le remplacement des 9.000 centrifugeuses du centre de Natanz, détruites par le [virus informatique Stuxnet](#), qui lui permettrait selon ses propos d'enrichir l'uranium à 20% et de se rapprocher du seuil de 90% nécessaire pour construire une bombe nucléaire. Il a dévoilé une quatrième génération de centrifugeuses, de fabrication locale, enfouies dans des bunkers inaccessibles à l'aviation israélienne. Cette mise en scène coïncide avec l'annonce des sanctions européennes visant à interdire l'importation de pétrole iranien. Mais les Iraniens se donnent les moyens de contourner ses sanctions puisque la Chine, l'Inde, la Russie, la Turquie et la Corée du Sud qui représentent 65% des exportations iraniennes continueront à s'approvisionner auprès de Téhéran et refusent l'offre saoudienne de se substituer à l'Iran.

La Grande-Bretagne a par ailleurs alerté ses alliés sur les liens qui se renforcent entre l'Iran et al-Qaida qui auraient conclu un pacte d'agression contre les Israéliens à l'étranger. Elle précise que le cerveau d'al-Qaida, [Mustafa Setmariam Nasar](#), qui a combattu le régime syrien durant plus de trente ans et a été remis en liberté en décembre, s'est installé à Téhéran, le mettant ainsi à l'abri d'une opération des services secrets israéliens. Tout est réuni pour une confrontation, mais l'administration Obama et le gouvernement Netanyahu s'opposent sur la stratégie à suivre et ont des priorités très différentes de politique intérieure et extérieure.

Divergences stratégiques et politiques

Barack Obama n'a surtout pas l'intention de se laisser entraîner dans un conflit armé en pleine campagne présidentielle et a pour ambition de terminer les guerres engagées par son prédécesseur George Bush en Irak et en Aghanistan. Netanyahu est sur une toute autre trajectoire. Il joue son avenir politique sur l'affrontement avec Téhéran, considère qu'Israël ne peut pas prendre le pari, trop risqué pour son existence, d'une République Islamique disposant de l'armée nucléaire et enfin qu'Israël a besoin de faire la preuve de sa capacité de dissuasion.

Les divergences sont profondes. Le président Barack Obama est persuadé qu'il peut éviter la guerre grâce à la reprise de négociations internationales. Les services de renseignements font état de contacts secrets entre américains et turcs avec des envoyés spéciaux de l'Ayatollah Khamenei qui pourrait accepter d'ouvrir des négociations. Cette information semble confirmée par l'article de [l'ancien conseiller américain Dennis Ross](#) dans le New-York Times du 16 février dans lequel il révèle que «l'Iran est prêt à discuter». Cet article a eu le don d'exaspérer les Israéliens qui ne croient nullement dans la volonté de négociation des Iraniens. Ils y voient pour preuve les attentats attribués aux Iraniens, contre des cibles israéliennes à l'étranger, à [New Delhi](#) et dans la capitale géorgienne de Tbilissi. Pour autant, les services de renseignements ne sont pas convaincus que l'Iran ait pu autoriser des actions en territoire indien, allié de Téhéran. Ils attribuent donc les attentats à des extrémistes iraniens cherchant à saborder la coopération diplomatique avec les États-Unis et le leader iranien qui pourrait accepter de suspendre son programme nucléaire.

Benjamin Netanyahu n'a pas l'intention de laisser les occidentaux et les Américains tergiverser et permettre à Téhéran de devenir une menace mortelle pour son pays. Le premier ministre israélien

ne croit pas du tout à l'efficacité des sanctions et a manifesté sa colère à l'occasion de sa visite à Chypre le 16 février. Il a affirmé que «jusqu'ici les sanctions n'ont pas marché et nous sommes face à un régime qui viole toutes les règles. La visite guidée du président iranien dans l'usine nucléaire est la preuve que les sanctions n'ont pas paralysé les efforts de l'Iran de développer des capacités nucléaires». Les Israéliens considèrent que Téhéran cherche à gagner du temps en feignant de négocier avec Barack Obama et qu'ils seront contraints à une action militaire pour stopper le programme nucléaire iranien tout en mesurant bien les conséquences imprévisibles d'une guerre au Moyen-Orient qui effrayent Washington.

Accusation de «trahison»

La tension est telle entre les deux alliés que le président Obama a estimé nécessaire d'envoyer d'urgence son conseiller à la Sécurité Nationale, Tom Donilon, [pour une visite en Israël le 18 février](#). Ce dernier doit s'entretenir avec les dirigeants israéliens «sur les questions régionales, y compris la Syrie et l'Iran». La Maison Blanche a précisé qu'il s'agit «de la dernière d'une série de consultations périodiques, de haut niveau entre les États-Unis et Israël, conformément à notre partenariat bilatéral fort, et à notre engagement inébranlable envers la sécurité d'Israël». Une tentative claire pour tenter de calmer le jeu avec Benjamin Netanyahu. Mais il n'est pas sûr que cela soit suffisant.

Les Israéliens ont seulement appris par leurs services de renseignements l'existence de contacts secrets avec l'Iran et ont qualifié de «trahison» cette diplomatie clandestine. C'est un mot fort qui caractérise les liens actuels entre les deux alliés et qui tend à discréditer l'administration d'Obama aux yeux de l'État juif. Le lobby pro-israélien a été mis en alerte puisque [des sénateurs des deux partis](#), démocrate et républicain, ont manifesté ouvertement leur opposition à ces négociations secrètes avec l'Iran. Dans une lettre signée par une douzaine de sénateurs des deux partis, ils craignent que l'Iran n'utilise une reprise des pourparlers avec les puissances mondiales sur son programme nucléaire pour gagner du temps et pour diminuer la pression internationale: «Ces manœuvres tactiques sont une distraction dangereuse et ne devraient pas être tolérées».

Du temps pour une opération militaire

Dans le même temps, les Israéliens ne semblent pas vouloir se hâter dans la prise de décision d'une frappe contre l'Iran, malgré les déclarations enflammées de certains chefs militaires ou politiques. Les experts sont formels: le danger n'est pas immédiat car les ingénieurs iraniens et leurs conseillers étrangers n'ont pas encore rétabli la totalité du fonctionnement des centrifugeuses de Natanz. Ils considèrent que l'Iran bluffe en soutenant qu'il a résolu les problèmes du virus Stuxnet. Par ailleurs, les [éliminations de savants nucléaires](#) ont désorganisé les usines et porté un coup à la crédibilité des services de sécurité iraniens.

Israël préfère, pour l'instant, utiliser des méthodes clandestines qui ont l'avantage de limiter les risques et les pertes civiles sans soulever d'opposition frontale de la part des occidentaux. Mais le travail de sape n'est pas terminé et il continue à utiliser ses sous-traitants à Téhéran pour semer le trouble. La NBC avait rapporté que l'organisation clandestine iranienne «Moudjahidine Halak» serait à l'origine de l'élimination en série des savants iraniens liés au programme nucléaire et aurait été financée et entraînée par les services secrets israéliens. Elle aurait aussi fourni des renseignements aux américains sur le programme nucléaire ce qui mesure le degré de coopération entre la CIA et le Mossad.

Risques militaires

Et puis l'opposition internationale a une attaque contre les sites nucléaires iraniens est considérable. «Une attaque israélienne contre l'Iran risque de déboucher sur un conflit nucléaire et sur une catastrophe globale», a estimé le président russe Dmitri Medvedev dans une interview à la chaîne de télévision américaine ABC News. Dans le même temps, Charles Krauthammer, chroniqueur politique américain au Washington Post proche des Républicains, est favorable à une attaque qu'il juge inévitable. Il estime par ailleurs qu'elle n'aura pas de conséquences catastrophiques et [ne voit pas la Russie ou la Chine intervenir militairement](#) en faveur de l'Iran, tant qu'Israël s'en prend uniquement aux usines nucléaires.

Les analystes israéliens estiment aussi qu'une frappe limitée contre les installations nucléaires ne conduirait à aucune guerre généralisée. En revanche, Israël ne minimise pas les difficultés et les risques d'une action militaire bien qu'il dispose de la capacité technologique pour la réaliser. Les experts ont persuadés qu'une intervention ponctuelle n'entraînerait pas de coup d'arrêt définitif du programme nucléaire de Téhéran. L'ancien secrétaire à la Défense, Robert Gates, avait abondé dans ce sens en précisant qu'une action de l'aviation militaire israélienne ne retarderait l'échéance que de trois ans.

Le chef d'état-major interarmées américain, le général Martin Dempsey, qui mesure avec inquiétude l'impatience des israéliens, estime dans une interview à la CNN, diffusée le 19 février, qu'une frappe israélienne contre les installations nucléaires iraniennes «déstabilisera la région et n'atteindra pas ses objectifs à long terme». Il a ajouté: «Je ne dirais pas que nous avons réussi à les convaincre que nous avons raison et qu'ils agissent suivant de mauvaises considérations».

Israël décidera si et quand il interviendra contre l'Iran mais recherchera l'appui des puissances occidentales avant d'agir. L'Iran a préparé les infrastructures nécessaires au fonctionnement des centrifugeuses de nouvelle génération dans le site souterrain de Fordo, près de Qom. Le nouveau dispositif permettra d'accélérer l'enrichissement d'uranium. Les infrastructures électriques, les canalisations et le matériel annexe, nécessaires à l'activation de ces nouvelles centrifugeuses, ont déjà été installés sur place, mais pas encore les centrifugeuses. Il reste un peu de temps.

Jacques Benillouche

Nucléaire iranien: il faut en finir avec l'irrationnel

Slate.fr , Publié le 18/02/2012 , *Mis à jour le 18/02/2012 à 16h30*

En dépit de la tendance actuelle, le fait que le programme nucléaire iranien viole le droit international reste à démontrer. Il est temps de se calmer, de réfléchir et, avant tout, d'arrêter la course vers la guerre.



- Défilé militaire iranien en commémoration de la guerre Iran-Irak, septembre 2001.
REUTERS/Stringer Iran -

L'ancien dirigeant de l'AIEA Olli Heinonen s'inquiète (dans un récent article de Foreign Policy, NDT) de ce que l'Iran ait commencé à produire de l'uranium enrichi de 20% sur un nouveau site enterré profondément, et calcule que les scientifiques iraniens pourraient encore purifier ce matériau jusqu'au taux d'enrichissement de 90% requis pour fabriquer une bombe en six mois environ.

Cette prédiction, cependant, est basée sur un présupposé sans fondement en ce qui concerne les intentions de l'Iran et ne sert qu'à fournir les «faucons» de Washington en arguments pour précipiter les États-Unis vers une nouvelle guerre destructrice au Moyen-Orient.

Le scénario du pire

Si Téhéran enrichissait de l'uranium à 90%, l'Iran serait forcé de briser une adhésion au Traité de non-prolifération nucléaire vieille de quatre décennies —une étape capitale qui précipiterait sûrement une action militaire de la part des États-Unis ou d'Israël.

De plus, Heinonen ne parvient pas à mentionner que, selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), «*tous les matériaux nucléaires dans les locaux restent sous la surveillance et le contrôle de l'Agence*». L'AIEA considère que 20% de l'uranium enrichi est de l'uranium faiblement enrichi et qu'il existe une «*barrière isotopique adéquate*» à un développement d'un nucléaire militaire.

Ce n'est pas la première fois que les faucons tirent l'alarme au sujet du programme nucléaire iranien en prétendant que c'est la fin du monde. Des compte à rebours hypothétiques et haletants sur l'existence d'une bombe atomique iranienne se sont succédés sans relâche depuis l'époque du shah. En 1992 par exemple, le ministre des affaires étrangères israélien Shimon Peres disait que l'Iran aurait des têtes nucléaires en 1999.

En évoquant le scénario du pire comme une possibilité réaliste, ces comptes à rebours appellent des politiques très dures, qui pourraient, à leur tour, provoquer une réponse iranienne tout aussi dure, créant un cycle perpétuel d'escalade.

Rien d'illégal dans le programme nucléaire iranien

En réalité, cependant, l'Iran ne fait rien qui viole son droit légal de développer la technologie nucléaire. Dans le cadre du TNP, il n'est pas illégal pour un État-membre de développer un secteur nucléaire civil –ce que le TNP encourage. Il a déjà, par défaut, une base plutôt solide pour développer des armes nucléaires.

Par exemple, comme l'Iran, l'Argentine, le Brésil et le Japon maintiennent également une «*option nucléaire*». Eux aussi pourraient rompre le TNP et fabriquer une arme nucléaire en quelques mois, voire moins. Et comme l'Iran, l'Argentine et le Brésil n'autorisent pas des visites d'inspection de l'AIEA conformes «*au protocole additionnel*».

La vraie ligne rouge légale, spécifiée dans les «*accords de garanties généralisées*» de l'AIEA, c'est l'utilisation de matériaux nucléaires dans le cadre d'un programme d'armement. Cependant, de nombreux experts et rapports officiels ont affirmé depuis des années qu'ils n'avaient pas de preuves qu'un tel programme existât.

Manque de preuves

Mohamed El Baradei, le prix Nobel qui a passé plus d'une décennie à la tête de l'AIEA, a déclaré par exemple qu'il n'avait pas «*vu le moindre indice*» indiquant que l'Iran cherchait à acquérir la bombe. Le dernier rapport de l'AIEA sur le programme nucléaire iranien souscrit également à cette estimation, soutenant que le programme iranien de recherche d'armes nucléaires «*a été stoppé brutalement à la suite d'un ordre d'y mettre fin publié fin 2003*».

Même les responsables américains ont concédé n'avoir aucune preuve que l'Iran cherche activement à fabriquer une bombe nucléaire. À la suite de la publication du bilan du renseignement national en 2011, le directeur du renseignement national James Clapper a confirmé au cours d'une audition au Sénat qu'il a «*une grande certitude que l'Iran n'a pour le moment pas pris la décision de relancer son programme d'armes nucléaires*».

Et plus tôt ce mois-ci, le secrétaire à la Défense Leon Panetta a noté: «*Est-ce qu'ils (les Iraniens) sont en train d'essayer de développer des armes nucléaires? Non. Mais nous savons qu'ils sont en train d'essayer de développer leur capacité nucléaire. Et c'est ce qui nous préoccupe.*»

Un traité peu contraignant

Il y a d'autres explications au programme d'enrichissement d'uranium de l'Iran que celle selon laquelle le pays mène une folle campagne d'acquisition d'armes nucléaires. L'analyse la plus objective de l'intention de l'Iran de stocker plus d'uranium enrichi à 20% que ce dont le pays a

besoin pour son réacteur de recherche, c'est qu'il puisse préserver une option de développer des technologies militaires plus tard s'il s'estimait menacé.

Mais le point important, c'est que dans le cadre du TNP, il n'y a rien d'illégal dans le fait de stocker de l'uranium faiblement enrichi. Et les options et les ambitions que gardent en tête les dirigeants iraniens, quoiqu'inquiétantes, ne peuvent être considérées comme illégales.

Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas une situation idéale. Cela serait certainement préférable si le TNP était mieux à même de prévenir la recherche en matière d'armement nucléaire chez ses États-membres, ou rendait illégale la possession de quantités excessives d'uranium faiblement enrichi.

Mais le traité qui existe aujourd'hui reflète des compromis faits pour obtenir un large soutien international. Autrement dit, le TNP —tel que l'AIEA le fait respecter avec les différents accords de garantie— n'est pas un traité très contraignant. Même Pierre Goldschmidt, un ancien directeur-adjoint du département des garanties de l'AIEA, reconnaît que l'organisation *«n'a pas l'autorité légale dont elle a besoin pour remplir sa mission»*.

Le nucléaire militaire, protection du nucléaire civil

Mais si l'Iran a construit un bunker fortifié profondément enterré près de la ville sainte de Qom pour héberger certains de ses processus d'enrichissement, cela ne signifie-t-il pas que le pays y est engagé dans un programme d'armement secret? Pas forcément: le point de vue de l'Iran sur l'environnement de sa sécurité nationale diffère certainement beaucoup de celui de Washington ou de Jérusalem.

Les Iraniens voient peut-être cet endroit comme une mesure pour protéger leur programme nucléaire légitime. Ils ont sûrement tiré des leçons du bombardement par Israël du réacteur civil d'Osirak en 1981: il n'y a pas de garantie de sécurité au Moyen-Orient lorsqu'il s'agit de bâtiments nucléaires, même civils. C'est une région difficile, et ce qui est vu avec suspicion en Occident peut être vu comme une solution défensive évidente à Téhéran.

Cet état d'esprit pourrait aussi être une autre raison pour laquelle les planificateurs iraniens préfèrent stocker plus d'uranium enrichi à 20% que ce dont ils ont besoin aujourd'hui pour leur réacteur de recherche. Si leur approvisionnement en carburant est interrompu par une grève militaire, il y aura au moins un stock disponible. Fereydoun Abbasi, le chef du programme nucléaire iranien, a aussi été cité affirmant que l'Iran a l'intention de construire quatre ou cinq autres réacteurs de recherche à l'avenir, et que le stock de carburant d'uranium est nécessaire pour ceux-ci.

L'Iran méfiant envers les espions

Une autre plainte courante de l'AIEA concerne le fait que l'Iran a bloqué l'accès à plusieurs scientifiques majeurs iraniens qui travaillent sur le programme nucléaire. Mais plutôt que la preuve

de mauvaises intentions, l'attitude peu chaleureuse de l'Iran à l'égard des inspecteurs de l'AIEA pourrait être liée à l'historique des relations entre les inspecteurs et les services de renseignement occidentaux.

David Kay, l'inspecteur principal des Nations Unies pour les armes nucléaires en charge de l'observation du programme nucléaire de Saddam Hussein en 1991, a ainsi déclaré à PBS que des agences d'espionnage étrangères étaient liées à la mission en Irak. *«Les services de renseignement avaient la seule expertise que l'on pouvait utiliser pour identifier un programme clandestin»*, a-t-il déclaré. *«Je comprends maintenant que c'était toujours un pacte avec le diable, des espions qui espionnaient...»*

Des sanctions disproportionnées

Olli Heinonen propose un échange de carburant pour résoudre le conflit sur le nucléaire: l'Iran cesserait son processus d'enrichissement en échange d'approvisionnement en carburant d'uranium pour son réacteur de recherche. En fait, en 2010, un tel accord a été proposé par la Turquie et le Brésil mais les États-Unis n'ont pas considéré que *«oui»* puisse être une réponse. Même si l'Iran a accepté une proposition de nouvelles discussions de la part de la Turquie, de nouvelles sanctions votées par le Congrès et promulguées par le président Barack Obama ont encore plus mis à mal la possibilité de parvenir à un accord.

Toutes les séries de sanctions mises en place contre l'Iran au cours des années vont bien au-delà des proportions de son programme nucléaire. Pour satisfaire les conditions permettant à ces sanctions d'être levées, l'Iran ne devrait pas seulement abandonner son programme nucléaire mais également à peu près démettre le régime actuel.

La législation sur les sanctions mise en place l'an dernier implique que l'Iran libère tous les prisonniers politiques, cesse la répression violente contre les manifestants pacifiques iraniens, conduise une enquête transparente sur les assassinats de manifestants iraniens et progresse vers l'établissement d'une justice indépendante.

Au cas où ces conditions s'avéreraient insuffisamment irréalistes, le président américain doit également certifier que le gouvernement iranien *«a cessé de soutenir des actes de terrorisme international»*. Même si l'Iran faisait miraculeusement cela, il y a peu de chances pour que le président américain puisse le certifier.

L'alternative à la guerre

Ce sont donc des objectifs très nobles, mais ils vont bien au-delà de l'objectif consistant à s'assurer que l'Iran ne développe pas de bombe atomique. Considérant ces dispositions qui vont très loin, Téhéran a sans doute le sentiment que les sanctions resteront quoiqu'il advienne du programme nucléaire. Si les sanctions resteront de toute façon, pourquoi coopérer avec l'AIEA sur la question du nucléaire?

Si les États-Unis et l'Iran espèrent ne pas se diriger vers des épisodes tristement familiers de développement des tensions et de course à la guerre, ils doivent parvenir à un grand accord qui mettrait fin aux conditions impossibles des sanctions. Peut-être que le plus simple pour y parvenir est de proposer à l'Iran une alternative simple: si l'Iran accepte des inspections plus intrusives dans le cadre du protocole aditionnel de l'AIEA, alors les sanctions unilatérales américaines et celles du conseil de sécurité de l'Onu seront abandonnées.

Un tel accord aurait une chance de convaincre ceux qui en doutent que l'Iran n'est pas sur le chemin dangereux de la conception d'une bombe atomique. Le seul moyen pour le monde d'empêcher une nouvelle course meurtrière à la guerre est de changer l'objet du débat, en remplaçant par la préoccupation de mieux surveiller le nucléaire iranien l'objectif irréaliste de l'annihiler.

Yusaf Butt - Traduit par Felix de Montety

Le renseignement américain se dit prudent au sujet du programme nucléaire iranien

27 février 2012 – 11:14

En décembre 2007, les 16 agences de renseignement américaines indiquèrent, dans un document appelé « National Intelligence Estimate » (NIE), fruit d'un consensus de leurs estimations respectives, que le régime iranien avait gelé son programme nucléaire militaire depuis quatre ans et que, techniquement, il n'était pas en mesure de fabriquer une bombe avant 2010-2015.

Et, visiblement, les analystes d'outre-Atlantique n'ont pas changé d'avis. Ainsi, dans un NIE établi 3 ans plus tard et [dont le New York Times s'est fait l'écho le 24 février dernier](#), cette estimation a été « globalement réaffirmée ». En clair, le renseignement américain ne croit pas que Téhéran soit sur le point de se doter de l'arme nucléaire pour la simple et bonne raison qu'il ne dispose pas d'éléments formels prouvant que le régime iranien ait pris une décision allant dans ce sens.

C'est d'ailleurs ce qu'a avancé James Clapper, le directeur du renseignement américain, [lors d'une audition](#) devant une commission du Sénat, en janvier dernier. Selon lui, l'Iran se donnerait les moyens de fabriquer une arme nucléaire sans pour autant avoir pris la décision, pour le moment, de passer à l'étape supérieure.

Cette évaluation relativement ancienne du renseignement américain, que certains estiment beaucoup trop prudente – l'affaire des armes de destruction massive irakiennes étant passée par là – a été évoquée par le New York Times au moment où l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA) vient de rendre un nouveau rapport concernant les activités nucléaires iraniennes.

Et dans ce document, cette dernière a répété ce qu'elle avait déjà affirmé en novembre 2011, à l'occasion de la diffusion d'un autre rapport, à savoir qu'elle est « incapable de conclure que le programme nucléaire iranien est pacifique » et fait part « d'inquiétudes sérieuses » concernant ses « possibles dimensions militaires ».

Plusieurs éléments entretiennent le doute. Comme par exemple, le fait que Téhéran poursuit ses activités d'enrichissement de l'uranium, notamment après avoir mis en service l'usine souterraine de Fordo, près de Qom, construite en secret et dont l'existence a été révélée en septembre 2009. Ou encore l'impossibilité faite aux inspecteurs de l'AIEA de visiter le site militaire de Parchin, où, depuis 2000 et selon leurs propres investigations, le régime iranien aurait bâti un complexe pour réaliser des expériences hydrodynamiques en vue de fabriquer une bombe nucléaire.

Pour autant, l'inquiétude exprimée par l'AIEA ne remet pas fondamentalement en cause le consensus des agences de renseignement américaines. D'après ces dernières, le régime iranien chercherait à cultiver une « ambiguïté stratégique » et à augmenter son influence régionale en laissant planer le doute sur ses intentions et ses capacités réelles en matière nucléaire.

Ainsi, pour les analystes américains, le fait que l'Iran cache des installations nucléaires ou en refuse l'accès aux inspecteurs de l'AIEA ne prouve pas forcément l'existence d'un programme d'armement, étant donné que Saddam Hussein en avait fait de même avant l'intervention américaine en Irak de 2003.

Mais, dans le même temps, il ne s'agit que d'estimation, et non de certitudes. Ce que les analystes américains reconnaissent... Et ils admettent également que leurs évaluations sont « basées sur des informations limitées » alors que la compréhension des rouages du régime iranien est « extrêmement difficile ».

« Deviner les intentions des sociétés fermées est l'une des tâches les plus difficiles pour les analystes du renseignement américain, et la CIA, pendant des décennies, a eu peu de succès pour pénétrer des régimes tels que ceux en Iran et en Corée du Nord, afin de savoir comment leurs dirigeants prennent leurs décisions » explique le New York Times.